

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 FÉVRIER 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/76 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 170 000 EUROS A L'ASSOCIATION "CONSEIL DE DEVELOPPEMENT TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" - CONVENTION D'OBJECTIFS - ANNEE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/76

BUREAU DU 20 FÉVRIER 2023

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 170 000 EUROS A L'ASSOCIATION "CONSEIL DE
DEVELOPPEMENT TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE" - CONVENTION D'OBJECTIFS -
ANNEE 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » pour l'année 2023,

CONSIDERANT que l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » est une instance consultative obligatoire qui a pour objet de contribuer au développement global, cohérent et harmonieux du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite Loi NOTRe rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et renforce les missions de ce dernier,

CONSIDERANT que la composition du Conseil de Développement est désormais élargie puisqu'il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, et associatifs du périmètre de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne peuvent plus être membres du conseil de développement,

CONSIDERANT que l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a été créée pour répondre à ces nouvelles missions,

CONSIDERANT que pour faire face à ses missions, l'association a sollicité le financement de la Métropole TPM, la collectivité de rattachement,

CONSIDERANT qu'il convient d'accorder la subvention sollicitée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention d'un montant de 170 000 euros à l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » en vue de l'attribution d'une subvention de 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Métropolitain 2023 opération n°2 article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 février 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel de la Métropole - 107, boulevard Henri Fabre – CS 30536 83041 Toulon cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération n° 23/ du bureau métropolitain du ,

D'une part,

ET

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée représenté par son président, Monsieur Michel CRESP, demeurant : 107 bd Henri Fabre 83000 Toulon,

D'autre part,

PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite loi NOTRE rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et renforce les missions de ce dernier ; sa composition est désormais élargie puisqu'il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, et associatifs du périmètre de TPM.

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a été créée pour répondre à ces nouvelles missions dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne pouvant plus être membres du conseil de développement.

Compte tenu de l'objet de l'association, des objectifs qui lui sont assignés, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui indispensable à la réussite de ses missions ; c'est à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour aider à leur réalisation.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour but de permettre de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de l'aide allouée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'association pour remplir ses missions.

ARTICLE 2 : L'engagement de l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini dans ses statuts.

Elle est particulièrement chargée de :

- participer à l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI.
- donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre,
- Mener toutes actions en relation avec son objet, notamment, des débats et rencontres.

ARTICLE 3 : L'engagement de référence de TPM

En vertu de la délibération n°23/ du bureau métropolitain du , la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2023 Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée par le versement d'une subvention d'un montant de 170 000 € (cent soixante-dix mille euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée dans la réalisation de ses actions pour l'année 2023.

ARTICLE 4 : Les financements

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a un Budget prévisionnel d'un montant global de 232 200 euros.
Les principales sources de financement sont les subventions demandées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à hauteur de 170 000 euros, ainsi qu'au Conseil Départemental à hauteur de 40 000 euros.

ARTICLE 5 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de l'année à une évaluation de l'action et de la programmation sur des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs.

ARTICLE 6 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 7 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention pour l'année 2023 est arrêté à 170 000 €. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte

ouvert au nom de « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 8 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : Les obligations de l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée

Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.

- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,

- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,

- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

- * le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

- * les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle, par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication de Toulon Provence Méditerranée.

Article 10 : Divers

Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée fera par ailleurs son affaire :

- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité,

- de la mise en place des actions et des missions d'intérêt général.

ARTICLE 11 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 12 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 13 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 15 : Annexe

La présente convention comporte une annexe :

- Attestation Contrat d'Engagement Républicain (CER)

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole
« Toulon Provence Méditerranée »

Hubert FALCO

Le Président de l'association
« Conseil de Développement Toulon
Provence Méditerranée »

Michel CRESP

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité)
Bernard MAURY ; Directeur

.....
dûment habilité(e) par l'association/ la fondation
.....

Conseil de développement TPM
.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , **09 janvier 2023**

à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Bernard Maury, le 09/01/2023
Nom et prénom du représentant légal de l'association

Bernard MAURY

Directeur du Conseil de développement TPM

Signature

Conseil de développement TPM
Construire, partager une ambition
pour notre territoire
107 Bd Henri Fabre
CS 30565
83041 TOULON Cedex
Siret : 819 409 442

